Circulations à la frontière entre Kurdes d'Irak et Kurdes d'Iran.

Clandestinité économique et politique au Moyen-Orient

Cyril Roussel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13550>

DOI : [10.4000/echogeo.13550](https://doi.org/10.4000/echogeo.13550)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Cyril Roussel, « Circulations à la frontière entre Kurdes d'Irak et Kurdes d'Iran. », *EchoGéo* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 09 décembre 2013, consulté le 10 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13550> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13550>

Ce document a été généré automatiquement le 10 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Circulations à la frontière entre Kurdes d'Irak et Kurdes d'Iran.

Clandestinité économique et politique au Moyen-Orient

Cyril Roussel

Je tiens à remercier particulièrement Peyman Shawqi, mon ami kurde d'Iran, sans qui ce travail n'aurait pas pu se réaliser, ainsi que Delphine Mercier et toute l'équipe de l'ANR FabricaMig.SA (La fabrique des migrations et des savoirs associés) qui m'ont aidé à financer une partie des nombreuses missions nécessaires à cette étude. Cette recherche constitue une partie intégrante du programme « Atlas du Kurdistan d'Irak » que je dirige à l'Institut français du Proche Orient et qui a vu le jour notamment avec l'aide de l'ambassade de France en Irak et du consulat français à Erbil. Mes sincères remerciements à M. Tissot et à M. Guepratte pour leur aide et leur confiance.

- 1 Malgré la présence de frontières qui morcellent l'espace de peuplement kurde, il est aisé de constater au Kurdistan d'Irak que des échanges et des interactions subsistent entre les quatre parties qui composent le Kurdistan : celle de Syrie, de Turquie, d'Irak et d'Iran. Même si politiquement le grand Kurdistan n'existe pas, les échanges culturels ou commerciaux, les circulations incessantes d'ordre familial et les migrations de travail ou forcées constituent un ensemble relativement ouvert de plus en plus cohérent et intégré.
- 2 De plus, l'existence, depuis 1991, d'une région autonome en Irak a créé une centralité pour une partie des Kurdes des pays voisins qui y sont attirés soit pour profiter de la liberté culturelle (comme se retrouver lors des fêtes entre membres d'une même famille dispersée), soit pour trouver du travail et profiter de la prospérité retrouvée¹, soit pour se construire une vie meilleure (cas des étudiants iraniens ou syriens), ou encore pour fuir leur pays d'origine dans lequel ils sont menacés (opposants politiques iraniens, turques et syriens ; réfugiés de conflit). Les migrations transfrontalières entre le Kurdistan d'Irak et les pays limitrophes sont diverses et n'ont pas nécessairement de dénominateur commun.
- 3 Entre l'Irak et l'Iran, qu'une longue frontière sépare, les Kurdes conservent une réelle proximité, liée à leur histoire, à une langue commune et à des liens familiaux ou

tribaux particulièrement forts. Dans ces conditions favorables au maintien de réseaux transnationaux actifs, les flux de circulation d'hommes ou de marchandises se sont toujours maintenus et tendent à se renforcer grandement depuis quelques années. Cette dynamique migratoire transfrontalière est le support d'activités économiques commerciales qui se réalisent pour une partie par la voie légale et pour une autre par la voie illégale.

- 4 La contrebande et la circulation clandestine entre ces deux territoires s'appuient sur l'existence de ces liens et de ces réseaux de proximité, qui s'articulent tantôt dans le domaine économique (passeurs et colporteurs de marchandises de toutes sortes par les montagnes), tantôt dans le domaine politique et partisan (passage et infiltration d'activistes et de combattants kurdes opposants au régime de Téhéran). L'espace frontalier kurde entre l'Irak et l'Iran est devenu une interface entre une province kurde autonome qui, grâce à ses revenus pétroliers et la sécurité retrouvée, est entrée de plain-pied dans la mondialisation et un Iran protectionniste soumis aux sanctions internationales, véritable isolat de l'économie mondiale. L'interdépendance de ces deux espaces se comprend, selon nous, par la complémentarité de deux systèmes économiques antagonistes mais juxtaposés, entre d'un côté, un Kurdistan d'Irak libéral mais qui n'a pas intérêt à rompre avec ses pratiques de contrebande et de l'autre un Iran qui grâce au commerce illégal parvient ainsi à contourner l'embargo dont il est victime.
- 5 Ainsi, la structuration spatiale et organisationnelle de l'économie transfrontalière est à la fois légale et clandestine, fondée sur un réseau capillaire et hiérarchisé de chemins, routes, points de passage, bourgs ruraux et points de collecte. Les observations et entretiens conduits au cours de plusieurs missions de terrain effectuées entre 2012 et 2013 dans une série de lieux animés par l'économie du passage établissent des liens entre les initiatives individuelles, les stratégies des diverses instances politiques présentes dans la région et le contexte plus général des reconfigurations géopolitiques complexes qui sont à l'œuvre.

Les échanges commerciaux entre Kurdistan d'Irak et République islamique d'Iran

Le Kurdistan d'Irak : un espace de transit des marchandises en direction de l'Iran

- 6 La circulation régionale de marchandises s'adapte très rapidement aux contextes conflictuels (guerres, embargos) et post-conflits qui prévalent au Moyen-Orient car les acteurs de cette économie (passeurs, transitaires, transporteurs, commerçants de l'import-export) connaissent intimement les espaces transfrontaliers et sont réactifs aux opportunités économiques qui se créent et se défont. Par exemple, l'embargo contre l'Irak et le programme Pétrole contre nourriture avaient déclenché, durant quelques années, un commerce informel important de pétrole brut entre le nord de l'Irak et le sud-est de la Turquie. De même, la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 avait permis aux commerçants des grandes villes syriennes, et ce durant les premiers mois après sa destitution, d'être les premiers à proposer des produits jusqu'alors interdits sur le marché irakien (matériel de réception des chaînes de télévision satellitaires notamment). La fermeture ou la réouverture des frontières

étatiques, qui séparent ces populations en contact depuis l'époque antérieure à leur mise en place, donnent lieu à des réadaptations systématiques et rapides des réseaux d'échanges. La réouverture permet la mise en place d'un processus d'interdépendance retrouvée entre des systèmes restés parfois longtemps cloisonnés² : c'est particulièrement le cas en ce moment entre le Kurdistan d'Irak et celui de Syrie, dynamique sur laquelle nous travaillons depuis début 2012.

- 7 Les liens entre Kurdes de Turquie et d'Irak d'un côté et entre ceux d'Iran et d'Irak de l'autre côté sont à l'origine de grandes routes commerciales qui débutent en Turquie, transitent par les villes kurdes d'Irak (Zakho, Dohuk, Erbil et Sulaymaniyeh) et se poursuivent en Iran ou dans le reste de l'Irak. L'originalité de ce système commercial d'acheminement de marchandises consiste à combiner pratiques légales et pratiques illégales sur des segments particuliers du parcours et ce de manière parfaitement intégrée (cf. illustration 1). Avec l'autonomie du Kurdistan d'Irak en 1991, la frontière avec la Turquie redevient un lieu d'échange indispensable pour cette région enclavée. A Zakho, depuis le début des années 1990, de nombreuses compagnies d'import-export se sont créées. La société Younis est l'une des plus grandes entreprises d'importation de produits cosmétiques au Kurdistan d'Irak. Créée en 1991, elle dispose dans la région d'entrepôts de stockage à Zakho, Erbil et Sulaymaniyeh. 80 % de son activité se réalisent avec la Turquie, le reste avec Dubaï essentiellement. Une partie des marchandises est revendue sur le marché iranien grâce à tout un réseau de contrebande que nous allons explorer plus loin. Une autre partie continue vers les villes irakiennes du sud du pays (Baghdad, Bassora). Ainsi, nombre de sociétés kurdes, à l'interface entre monde turc, iranien et arabe, ont construit une part de leur activité sur le commerce de transit entre les grands centres de négoce de Turquie et ceux d'Iran. L'illustration 1 montre les lieux de provenance des produits qui entrent au Kurdistan d'Irak, les étapes de transit et les lieux de destination. Ce document a été réalisé à partir d'enquêtes auprès d'une dizaine de grandes sociétés d'import-export à Zakho et à Erbil.

Illustration 1 – Le commerce transfrontalier entre Turquie – Irak – Iran. Une complémentarité entre activité légale et illégale

Sources : C. Roussel, enquêtes de terrain 2012, 2013 ; réalisation : C. Roussel, *Atlas du Kurdistan d'Irak*, 2013.

- 8 Les produits cosmétiques ne constituent qu'un exemple de marchandise parmi une multitude d'autres. Et c'est toute l'organisation économico-spatiale de la région autonome kurde qui se redessine à la lumière des échanges transfrontaliers entre Turquie, Kurdistan d'Irak et Iran. En effet, en Irak et au Kurdistan, l'importation de produits manufacturés et alimentaires, grâce aux revenus du pétrole, constitue l'unique moyen de consommer des biens qui ne sont pas produits sur place. Ces marchandises proviennent en majorité de Turquie mais aussi d'Iran. Cette nouvelle organisation de l'espace kurde en Irak est révélée par les projets d'aménagement autoroutier prévus à l'horizon 2030 (illustration 2). Les futurs grands axes relieront les frontières iraniennes à la frontière turque tout en intégrant les villes pétrolières de Kirkouk et de Mossoul. Ainsi se dessine un espace utile pour les Kurdes d'Irak qui cherchent à intégrer les deux grandes sources de revenu actuellement disponibles : les hydrocarbures et les revenus du commerce transfrontalier. Ce réseau d'autoroutes traduit une dynamique déjà en cours : celle des échanges commerciaux intenses entre Turquie et Iran via Erbil qui font du Kurdistan un espace de transit entre ces deux pôles majeurs, politiques et économiques, de l'échiquier moyen-oriental. De fait, le Kurdistan d'Irak s'autonomise économiquement de la capitale, Bagdad³.

Illustration 2 – Le réseau d'autoroutes du Kurdistan d'Irak à l'horizon 2030

Source : Ministère du planning, Erbil, 2013 ; réalisation : C. Roussel, *Atlas du Kurdistan d'Irak*, 2013.

Un espace transfrontalier morcelé entre échanges commerciaux légaux et illégaux

- 9 Depuis quelques années, l'Iran et le Kurdistan d'Irak cherchent à normaliser leurs relations pour renforcer les échanges économiques transfrontaliers légaux. Mais de toutes les frontières que possède cette région kurde, celle avec l'Iran est la plus complexe à contrôler et ce pour diverses raisons : le relief rend difficile l'aménagement sécuritaire et le contrôle de la zone frontière si bien qu'il reste jusqu'en 2011 des poches de guérillas menées par des mouvements nationalistes comme le PKK (Parti des travailleurs kurdes) ou Pejak (PJAK, Parti pour une vie libre au Kurdistan) ; le différentiel de niveau de vie entre les deux pays, des politiques économiques et douanières antagonistes, mais aussi les sanctions qui pèsent sur l'Iran favorisent les échanges et les trafics, d'où l'existence de zones de contrebande importantes et de réseaux de trafiquants à grande échelle ; l'enclavement et la pauvreté des villages et des populations qui vivent sur la frontière se combinent avec des liens familiaux transfrontaliers actifs pour favoriser la mise en place d'une économie transfrontalière, seule ressource pour les villageois.
- 10 Il existe, entre Iran et Kurdistan d'Irak, trois postes de douane internationale et plusieurs petits postes douaniers secondaires locaux (cf. illustration 5). Haj Omaran, le plus au nord, n'est pas le plus fréquenté mais il est en plein développement puisque l'aménagement d'un nouveau réseau autoroutier est en cours et que les travaux de développement de sa capacité d'accueil de camions sont sur le point d'être achevés (cf. illustration 3). Il est ouvert depuis 2008 aux échanges internationaux suite à la

signature d'un protocole d'accords douaniers entre l'Iran et le gouvernement kurde. Ainsi, même si le gouvernement régional kurde (KRG) n'est pas à la tête d'un État souverain et indépendant et qu'il fait toujours partie de la fédération irakienne, ce dernier détient toutes les prérogatives d'un quasi-État⁴ (pouvoir exécutif souverain, armée propre, budget et taxation propres, contrôle des frontières externes, système judiciaire propre). Plus au sud, le poste de Penjween/Bashmar devient, à partir de 2009, une frontière internationale suite à des accords KRG/Iran qui ont permis de normaliser les échanges à cet endroit. C'est le poste le plus fréquenté par les camions de marchandises avec celui de Parwishkhan encore plus au sud, dernier poste international contrôlé par les autorités kurdes et pourtant situé dans les territoires disputés entre Erbil et Bagdad⁵. Par ces trois postes transitent légalement, par fret routier international, des marchandises diverses : des matières premières (aluminium et pétrole brut) quittent le Kurdistan pour l'Iran ; dans le sens inverse, des biens manufacturés et des produits agro-alimentaires (alimentation, habits, électronique, pièces détachées de voiture, ciment).

Illustration 3 – Aménagement du poste frontière à Haj Omaran (octobre 2011)

Auteur : C. Roussel, 2011.

- 11 Entre ces divers postes frontaliers existent des petits postes de douane destinés à contrôler et à favoriser les échanges locaux. Il s'agit de postes qui ont été établis dans des zones de fortes activités de contrebande afin de tenter de régulariser les échanges. Par exemple, à l'est de Qaladze, il existe quatre petits postes frontières : Zaleh ; Halsbo ; Hero ; Ganaau. Il est possible de les traverser avec des marchandises à condition de disposer d'une autorisation. Après Zaleh par exemple, des entrepôts en parpaing sont construits dans la montagne juste avant le petit poste de douane contrôlé par des militaires (cf. illustration 4). Il existe une vingtaine d'entrepôts dans les environs du village. Les propriétaires sont des habitants de Zaleh ; leur travail consiste à stocker les marchandises⁶ des commerçants grossistes de Sulaymaniyeh qui les acheminent par pick-up jusqu'à ce point. Comme ensuite la route est trop étroite pour faire passer un

véhicule, les produits sont transportés vers l'Iran à dos d'homme ou d'animaux. Ces passeurs – ici légaux – sont généralement des jeunes gens kurdes de nationalité iranienne des environs. Un passeur reçoit près de 30 000 *toumans* (15 \$) par cheval de la part du commerçant iranien lorsqu'il réceptionne sa marchandise. Un cheval porte jusqu'à 300 kg par voyage ! Et il y aurait plusieurs centaines de chevaux par jour quand l'activité bat son plein. Les passeurs déposent alors la marchandise dans le premier village iranien (Kassamrach) ; puis l'acheminement jusqu'à Sardacht se fait par camion jusqu'aux entrepôts des commerçants grossistes qui revendent ensuite leur stock en Iran.

Illustration 4 – Entrepôts de marchandise dans les montagnes à la frontière entre le Kurdistan d'Irak et l'Iran

Auteur : C. Roussel, janvier 2012.

- 12 Tout ce dispositif légal n'empêche guère la contrebande de passer à côté des postes de contrôle. En dehors de ces points de passage officiel qu'il est aisé de cartographier, la frontière est traversée par une multitude de chemins de contrebande qui forme un système de circulation par capillarité (Cuisinier-Raynal, 2001). Par les montagnes, porteurs et contrebandiers trafiquent illégalement essence, alcool, cigarettes, armes, drogues mais aussi et surtout toutes sortes de produits manufacturés qui font l'objet d'une protection douanière en Iran. Car soucieuse de protéger son marché national, la République islamique d'Iran a toujours maintenu des barrières douanières destinées à surtaxer les produits étrangers qui entrent sur son territoire, alors que le Kurdistan d'Irak qui a besoin de produits importés en masse applique, à l'inverse, un faible taux de taxation. La morale islamique interdit de plus la consommation d'alcool, devenu produit de contrebande par excellence qui ne se trouve en Iran qu'au marché noir. Dès lors les profits pour les trafiquants sont importants. La contrebande s'effectue cependant dans les deux sens : vers l'Irak, l'essence, des pneus, du bétail ; vers l'Iran, il s'agit surtout de produits de consommation courante (électronique de marques étrangères, cosmétiques – savon, parfum, etc., alcool, cigarettes, vêtements de marques), qui après avoir franchi les montagnes, sont revendus dans les bazars des

villes frontalières des provinces iraniennes qui composent le Kurdistan d'Iran⁷. Spatialement, l'organisation de ce trafic est difficile à saisir car il emprunte des chemins dissimulés. Cependant, des enquêtes fines auprès des commerçants et des passeurs tout au long de ces routes nous ont permis de reconstituer les principales structures spatiales de ce trafic à grande échelle (cf. illustration 5). Car si les points de passage de la frontière en elle-même apparaissent comme extrêmement nombreux, les points de collecte des marchandises et les lieux intermédiaires d'acheminement (véritables têtes de pont du trafic commercial côté irakien) s'avèrent plus faciles à cerner. Ces routes de la contrebande sont celles par où alcool, cigarettes et produits manufacturés, venus de Turquie, transitent vers l'Iran. Il y a cinq principales voies d'acheminement (à l'est de Choman, de Qaladze, de Penjween et de Darbandikhan ainsi que celle à travers les monts Qandil) qui se séparent ensuite en des dizaines de passages sur les quelques kilomètres de la zone frontière avant de se rejoindre de nouveau dans les villages de collecte – côté iranien – pour alimenter au final les bazars de la contrebande localisés dans les villes du Kurdistan d'Iran. Toute une série de petits centres urbains sont ainsi en interconnexion de part et d'autre de la frontière ; ils sont devenus des lieux de polarisation de mouvements pendulaires importants et incessants entre les deux pays, formant parfois de véritables doublets urbains, comme Qaladze-Sardacht ou encore Penjween-Mariwan.

Illustration 5 - Le commerce transfrontalier illégal entre le Kurdistan d'Irak et l'Iran

Sources : C. Roussel, enquêtes de terrain 2012, 2013 ; réalisation C. Roussel, *Atlas du Kurdistan d'Irak*, 2013.

Les réseaux de passeurs et de contrebande : des chaînes d'acteurs complémentaires

- 13 Les enquêtes de terrain ont permis, en plus de la structure spatiale de cette économie clandestine, de restituer également les grandes composantes organisationnelles de ce trafic, à première vue multiforme. En effet, si une multitude d'acteurs y participe et que les itinéraires sont nombreux, nous avons remarqué que chaque route clandestine répondait à des logiques d'acteurs bien établies et assez similaires les unes par rapport aux autres. Ainsi, si les produits qui transitent sont eux aussi divers (alcool, cigarettes, produits de consommation courante), leurs modalités de circulations transfrontalières sont assez semblables. Ces itinéraires du commerce de contrebande prennent tous appui sur des réseaux transfrontaliers organisés, émanant généralement d'organisations structurées. Ainsi, toutes les routes de contrebande débutent dans les grandes villes kurdes d'Erbil ou de Sulaymaniyeh puisqu'elles prennent le relais des routes légales d'acheminement des marchandises de Turquie. Les grands commerçants grossistes de ces deux villes sont à la fois importateurs et revendeurs. Les réseaux de contrebande commencent lorsque les commerçants transitaires des bourgs proches de la frontière iranienne – nous les avons nommés « villes intermédiaires de la contrebande » sur l'illustration 5 – passent commande aux grossistes urbains. Ces commerçants transitaires sont ceux qui reçoivent commande de la part des commerçants kurdes iraniens localisés dans les bazars de la contrebande et ceux qui vont sous-traiter le passage en contrebande des produits. Ils représentent en somme les intermédiaires indispensables entre les deux pays, les charnières des réseaux commerciaux illégaux.
- 14 A Qaladze, quelques trafiquants transitaires semi-grossistes tiennent le commerce avec l'Iran. Mohamed est l'un d'entre eux. Compte tenu de la villa qu'il est en train de se faire construire, le commerce de contrebande d'alcool avec l'Iran est pour lui une activité indispensable. Des centaines de marques d'alcool (whisky, cognac, tequila, vin, bière, ouzo, vodka, etc.) passent par ses entrepôts (cf. illustration 6) avant d'être acheminées en Iran à travers les montagnes de Qandil, territoire du PKK. L'alcool vient de Turquie, importé par les commerçants chrétiens d'Aïn Kawa, le quartier chrétien d'Erbil. Grâce à un bureau des douanes installé devant ses entrepôts, ses produits sont dédouanés pour sortir d'Irak (20 000 dinars irakiens par voiture de 100 cartons, soit environ 10 \$) avant de rentrer en Iran de manière totalement illégale. Les pick-up 4x4 suivent les routes de montagne jusqu'à des dépôts de marchandises près de la frontière, puis chevaux et mulets acheminent la cargaison côté iranien. Une fois en Iran, les cargaisons d'alcool sont chargées sur des véhicules jusqu'aux principales villes kurdes d'Iran : Mahabad, Piranshar, Naghada, Sardacht, Baney, Bokan, Mariwan, Sanandash⁸ (cf. illustration 5). De là, l'alcool poursuivra son itinéraire vers Téhéran où les commerçants de la capitale le revendent à prix d'or. Une bouteille de Whisky « Grantz » (il s'agit généralement de copies) se négocie à 10 \$ à Erbil ; elle sera revendue 50 \$ à Mahabad puis jusqu'à 100 \$ à Téhéran sous le manteau. Le paiement des commerçants transitaires irakiens se fait une fois la cargaison arrivée à destination. L'argent est alors collecté par un associé côté iranien – généralement un membre de la famille élargie – qui aura la charge de le renvoyer en Irak. Les virements bancaires, trop facilement repérables par les autorités iraniennes, sont remplacés par des sociétés de

transferts ou encore parfois par des transferts d'un type plus traditionnel : « par les montagnes avec des passeurs de confiance ».

Illustration 6 – Entrepôt d'alcool de contrebande à Qualadze

Auteur : C. Roussel, mai 2012.

- 15 Une fois les stocks acheminés par camions dans des hangars à Darbandikhan, Penjween, Qaladze ou Choman, et transportés à proximité de la frontière, ils changent alors de mains pour être chargés sur des bêtes de somme qui seront conduites en Iran par des passeurs qui sous-traitent le passage des produits sur ce segment particulièrement périlleux du parcours⁹. Il s'agit là de l'étape cruciale des routes de contrebande. Hassan a 23 ans. Il est passeur-contrebandier depuis plusieurs années. Il possède plusieurs mulets avec lesquels il achemine des marchandises de l'autre côté de la frontière iranienne. La majorité de la marchandise transportée se compose de cartouches de cigarettes, d'alcool, d'appareils électroniques (écrans plasmas, receveurs satellitaires). Il lui faut trois heures de marche pour effectuer le trajet aller du village à la frontière ; certains jours, il arrive à réaliser deux allers-retours avec ses bêtes chargées de ballots¹⁰ (cf. illustration 7).

« Ce sont mes connaissances à Halsho, des propriétaires d'entrepôts de stockage, qui me contactent pour travailler. Ils stockent la marchandise pour les commerçants iraniens qui arrivent des villes du Kurdistan d'Irak ; ensuite, ils nous la confient pour le transport à travers la frontière. (...) Il y a souvent des problèmes avec les *Pashdaran*-s [Gardiens de la révolution islamique en Iran] qui nous tirent dessus et nous arrêtent parfois. Ici, nous sommes dans une zone de guérilla du Pejak. Ils n'acceptent généralement aucun *bakchich* pour fermer les yeux sur notre activité » (Hassan, janvier 2012, Halsho).

- 16 En cas d'arrestation, le passeur passera quarante jours en prison et devra payer une amende d'un million de *toumans* pour récupérer son animal. Le passeur se fait

généralement payer en *toumans* par le propriétaire de l'entrepôt de stockage qui reçoit son paiement directement des commerçants iraniens. Le passeur reçoit, sur ce segment, entre 20 000 et 60 000 *toumans* par bête en fonction du produit transporté. Plus il prend de risques, plus il reçoit d'argent. Selon son témoignage, l'alcool – du whisky en général – est le produit pour lequel il est le mieux payé¹¹.

Illustration 7 - Contrebandiers dans la région de Qualadze (octobre 2012)

Auteur : C. Roussel, 2012.

Les partis politiques kurdes : acteurs discrets de la contrebande

- 17 Côté irakien, la frontière fait l'objet d'une concurrence territoriale entre les deux partis kurdes traditionnels, renforçant ainsi son morcellement. En fait, la frontière n'est pas gérée partout, sur tout son long, par les mêmes forces de sécurité, ni par la même autorité politique, ce qui la transforme en une succession de territoires pourvoyeurs de ressources financières pour les divers partis politiques qui en contrôlent une portion. Outre la présence du PKK, le contrôle du territoire kurde par les deux partis politiques historiques que sont le PDK et l'UPK¹² est représenté sur l'illustration 5. De part et d'autre d'une ligne qui coupe le Kurdistan d'Irak en deux, et qui correspond à la limite établie lors de la guerre civile des années 1990, les peshmergas¹³ n'appartiennent pas à la même famille politique. A l'ouest de la petite ville de Koya, on quitte la zone PDK pour entrer en zone UPK. Sur la frontière iranienne, on remarque ainsi que le poste de Haj Omaran représente la seule zone contrôlée par le PDK, véritable et unique fenêtre sur l'Iran (cf. illustration 5). Au sud du Kurdistan d'Irak, les deux autres frontières internationales – celle de Penjween-Bashmar et celle de Parwishkhan qui se trouve dans les territoires disputés – sont contrôlées par des membres de l'UPK, parti politique historiquement proche du régime de Téhéran. Ces remarques ne sont pas anodines : la frontière est une source de revenus importante pour les partis kurdes. D'ailleurs le contrôle des frontières est demeuré un des points de désaccord qui a conduit à la

guerre civile entre 1994 et 1996 (Bozarslan, 2009, p. 75). Cette question est toujours une pierre d'achoppement à l'heure actuelle et le restera certainement encore dans l'avenir avec l'augmentation continue du trafic transfrontalier et donc des revenus des taxes douanières.

- 18 D'autres réseaux de trafiquants se sont établis sur cette frontière : trafic d'armes et trafic de drogue. L'opacité de ces activités, liée aux risques évidents que prennent les trafiquants, ne nous a pas permis d'interviewer directement les acteurs de ces réseaux qui restent extrêmement discrets. Par contre, nous pouvons être sûr, après avoir enquêté longuement auprès des trafiquants d'alcool et de cigarettes, qu'il ne s'agit pas des mêmes personnes ni des mêmes réseaux d'acheminement clandestin.

Les passages de migrants clandestins à la frontière iranienne du Kurdistan d'Irak

- 19 Compte tenu de la création d'une région autonome kurde dans le nord de l'Irak économiquement prospère, cette partie du Kurdistan constitue un refuge pour les exilés politiques kurdes menacés dans les pays voisins mais aussi pour les travailleurs migrants qui ne cherchent plus à poursuivre leurs parcours vers l'Europe ou l'Amérique.

Clandestins cosmopolites et passeurs de frontière

- 20 Toute une population de clandestins composée en réalité de diverses catégories de migrants traverse la frontière entre l'Iran et le Kurdistan d'Irak à travers les montagnes : parmi eux, des réfugiés activistes politiques (partisans de l'opposition à Téhéran ou combattants) qui quittent l'Iran et la répression et dont la plupart rejoignent les camps d'entraînement des peshmergas ou les camps de civils. On trouve aussi des étudiants qui viennent sans passeport¹⁴, eux aussi par les montagnes, pour suivre un enseignement en kurde dans les universités d'Erbil ou de Sulaymaniyeh. Ils ont souvent quitté leur pays d'origine pour des raisons également politiques ou économiques, soit parce qu'ils étaient ou se sentaient menacés, soit encore pour fuir une situation économique devenue difficile. Enfin, certains migrants de travail choisissent l'exil de l'autre côté de la frontière. Ils viennent travailler dans les nombreuses compagnies privées florissantes en charge de l'édification des infrastructures régionales, ou qui exploitent les ressources pétrolières. Beaucoup vivent en Irak en toute légalité avec des contrats de travail. Mais certains Kurdes d'Iran, qui occupent des emplois de manœuvre et de services, sont entrés clandestinement. Cependant, ils sont remplacés petit à petit par une importante main-d'œuvre kurde de Syrie qui a commencé à affluer à partir du début de l'année 2012. Les Syriens, fuyant la crise économique sévère qui sévit dans leurs régions, recherchent au Kurdistan d'Irak un espace économique viable qui semble leur offrir pour l'instant des opportunités d'emplois. Les Syriens, en occupant les emplois peu rémunérés (construction, restauration), concurrencent les Kurdes iraniens. En général, les Kurdes réfugiés des pays voisins qui cherchent du travail sont tous cantonnés dans des métiers de l'informel ou des métiers peu rémunérés (à partir de 200 \$ par mois). Le KRG facilite leur accès au marché du travail en octroyant des permis de séjour courts et renouvelables. Avec ce document, ils peuvent sortir des camps de réfugiés et venir travailler dans les villes.

- 21 Pour un travailleur migrant ou un étudiant qui désire franchir la frontière sans passeport, les passages s'effectuent dans les régions proches des postes douaniers de Penjween ou d'Haj Omaran. Ces routes de la migration clandestine sont relativement stables dans le temps. Il faut bien comprendre que plus une personne s'éloigne de ces points de passage, plus elle est susceptible d'être inquiétée. En cas d'arrestation, elle pourrait être accusée de trafic d'armes ou de drogues ou encore d'appartenir à des organisations politiques interdites en Iran. Il est donc plus prudent et moins onéreux pour un jeune candidat à la migration de ne pas trop s'éloigner des postes frontaliers même si son passage demeure tout aussi illégal à 5 km du poste de contrôle qu'à 50 !
- 22 Les passages clandestins s'effectuent presque toujours à l'aide d'un passeur ; en kurde, on l'appelle le « *katchakhtchi* » c'est-à-dire celui « qui trafique », qui « fait des choses illégales ». Il s'agit d'une activité risquée mais très rémunératrice. Les candidats au passage illégal connaissent en général plusieurs passeurs qui font traverser la frontière par petits groupes. Un passeur recevait en 2005 20 dollars par personne entre l'Iran et l'Irak ; aujourd'hui, un passage coûte entre 150 et 200 dollars par personne car l'aménagement et le contrôle de la frontière se sont grandement renforcés depuis quelques années (présence de murs, mines, miradors, barbelés, etc.). Alors qu'il ne fallait que quelques dizaines de minutes auparavant pour passer d'un pays à l'autre, il faut parfois plusieurs heures aujourd'hui. Les franchissements sont plus compliqués et il faut généralement corrompre davantage d'intermédiaires.

Structures partisans et migration clandestine

- 23 Plusieurs partis politiques kurdes iraniens, tous interdits en Iran en raison de leurs activités d'opposition au régime des mollahs, organisent leur action depuis le Kurdistan d'Irak. Pour cela, ils doivent pouvoir faire transiter leurs membres clandestinement par les montagnes : il s'agit du PDKI¹⁵, du Komalah¹⁶ et du Pejak, avatar du PKK qui a fusionné de nouveau dans ce parti avec le début du conflit en Syrie, alliée de l'Iran, à l'été 2011 et la reprise de l'activité du PKK en Turquie en août 2011.

L'exemple du PDKI

- 24 Après la révolution iranienne de 1979, les combattants du PDKI se réfugièrent dans les montagnes de Qandil à partir de 1981. La guérilla y dura jusqu'en 1996. Ayant délaissé l'affrontement militaire direct au profit d'un combat politique et idéologique, ils quittèrent peu à peu les montagnes à partir de 1993 pour s'installer dans des camps où combattants peshmergas et personnels d'encadrement du parti vivent désormais. Actuellement les peshmergas du PDKI sont concentrés dans trois camps militaires : Koya (ou Koysinjak) ; Djejnakan (environs d'Erbil) ; Degala (route Erbil-Koya). Ils seraient environ 400 familles (tous membres du PDKI chassés d'Iran) à vivre dans ces camps militaires. S'il s'agissait surtout d'hommes, certains ont depuis fondé des familles après une union matrimoniale avec une femme irakienne ou iranienne.
- 25 À ces camps militaires, il faut ajouter des camps dits « indépendants »¹⁷ composés de civils. Ces camps sont en réalité des quartiers urbains de réfugiés iraniens, dans lesquels les membres du PDKI vivent avec leur famille et cohabitent avec d'autres réfugiés iraniens membres d'autres partis politiques (Pejak, les communistes du Komalah). Ces camps sont localisés à Kawa (sud d'Erbil), Sherawan (vers Kalar), Barika

(sud-est de Suleymaniye), Kalar et Khanakin. D'après le KRG, il y aurait plus de 3 000 familles d'Iran au Kurdistan d'Irak, soit près de 15 000 personnes (cf. illustration 8

Illustration 8 – Les réfugiés dans les camps au KRG en 2013

Sources : UNRCR, Bureau des migrations Erbil ; réalisation : C. Roussel, *Atlas du Kurdistan d'Irak*, 2013.

- 26 Il existe, dans les montagnes, des dizaines de passages connus par les populations kurdes qui vivent sur la frontière entre Irak et Iran. Le franchissement de cette frontière de manière clandestine s'avère encore relativement aisé. Pour la traverser, les partisans du PDKI établis en Iran s'appuient sur des réseaux de passeurs sympathisants ou membres du PDKI, présents dans les villages frontaliers, qui les conduisent en Irak. Les principaux points de passage se situent sur la partie nord de la frontière du Kurdistan d'Irak car, côté iranien, le PDKI jouit d'un fort soutien dans cette zone. Une fois arrivés de l'autre côté, le parti se charge de les réceptionner et de les conduire dans un camp. Ces réfugiés, *de facto* politiques, en informant le bureau du PDKI de leur arrivée, évitent d'être considérés comme des espions iraniens. Le réseau clandestin, encadré par le parti, est une garantie de sécurité pour les membres qui traversent la frontière mais aussi pour l'organisation partisane à l'intérieur du camp qui se préserve des actions des services secrets de Téhéran.
- 27 Pour eux, l'obtention d'un passeport iranien n'est pas utile pour voyager en Irak ; en effet, les activistes du PDKI ne prennent en général pas le risque de traverser la frontière par un poste officiel, compte tenu des risques d'arrestation qu'ils encourent. Dans ce cas, le passeport n'est plus un document indispensable de voyage ; le réseau clandestin prend le relais. La plupart des ex-peshmergas – qui vivaient en exil dans les montagnes de Qandil dès les années 80 – devenus pour certains des membres de l'appareil d'encadrement du parti n'ont plus que des passeports périmés dont certains remontent à l'époque du Shah ! Pour les jeunes membres du parti arrivés récemment

au Kurdistan irakien et qui ne seraient pas surveillés par les renseignements iraniens, le document de voyage deviendra inutile même avant la fin de sa période de validité. Car même si le réfugié a quitté l'Iran officiellement avec un passeport en règle, il ne pourra prendre le risque d'y retourner. Les services de renseignement iraniens opèrent en Irak et connaissent ceux qui ont des accointances avec les partis d'opposition. Ils sont systématiquement enregistrés et listés par la police iranienne¹⁸ et ne peuvent plus retourner dans leur pays sans risquer l'arrestation. Et demander un passeport irakien est devenu, de nos jours, quasiment impossible. La « bataille » démographique pour les zones stratégiques comme Kirkouk incite le régime de Bagdad à stopper toutes les nouvelles demandes de passeport, particulièrement si celles-ci viennent de l'autorité autonome kurde, le KRG n'étant pas habilité à effectuer cette démarche administrative. Les tensions de plus en plus vives entre Erbil et Bagdad, où domine un gouvernement pro-chiite et proche de l'Iran, ne vont pas non plus dans le sens d'une amélioration de la situation des kurdes iraniens réfugiés au KRG. Apatrides, ils ne peuvent voyager hors du Kurdistan irakien. Pour tous ceux qui ne sont pas peshmergas, ils sont cantonnés à des petits métiers du secteur privé ou de l'informel. Ils ne peuvent travailler dans les administrations publiques, ni même posséder un permis de conduire et encore moins acheter de terres !

Le cas du Komalah

- 28 Les nouveaux activistes ou sympathisants du Komalah, qui décident de s'engager dans le combat politique du parti et qui quittent l'Iran pour le Kurdistan d'Irak, sont directement placés dans l'unique camp d'entraînement militaire que le parti possède à côté de Sulaymaniyeh (cf. illustration 9). Ils doivent être contrôlés et filtrés pour éviter que des espions iraniens ne s'infiltrerent au sein de la structure partisane. Ils y resteront pour une formation de trois mois. C'est dans ce camp que nous avons effectué nos enquêtes. Il se situe à une trentaine de kilomètres du camp principal qui abrite la direction du mouvement et les membres des familles qui sont impliquées dans l'organisation et la gestion du parti et de ses activités (bureau politique, médias, diverses associations).

Illustration 9 – Nouveaux arrivants peshmergas à l'entraînement

Auteur : C. Roussel, mai 2012.

- 29 La traversée de la frontière se fait, comme précédemment, dans la clandestinité. Ils font généralement appel à des passeurs pour franchir la frontière. D'après les enquêtes que nous avons réalisées auprès des combattants kurdes, 26 personnes sur 40 ont eu recours aux services d'un passeur et sont passées illégalement (cf. illustration 10). Mais ces passeurs, contrairement à ceux du PDKI, ne sont pas toujours des membres du Komalah et ils doivent être rétribués pour leurs services ; le prix du passage est variable en fonction des contacts et des amitiés que le candidat à l'exil possède avec le *katchakhtchi* : entre quelques dizaines et 250 \$ par personne. Les points de passage ne sont pas les mêmes que ceux empruntés par les membres du PDKI. La zone d'influence du Komalah, côté iranien, s'étend au sud du Kurdistan iranien. Comme le montre l'illustration 10, les clandestins sont pour la plupart issus des villes kurdes de la partie méridionale du Kurdistan d'Iran – Mariwan, Sina, Sanandash – ou bien des villages alentours. À part quelques-uns d'entre eux qui sont passés clandestinement par les montagnes de Qaladze, tous les autres ont choisi le secteur de Penjween : 34 personnes sont passées par cette région dont une bonne part clandestinement (21 personnes).
- 30 Franchir la frontière demande donc des ressources financières et sociales (passeurs ou réseau d'entraide). Les structures partisans les mieux organisées possèdent leurs propres réseaux de passeurs comme le PDKI (ou le PKK sur la frontière turque). Pour les autres, les passeurs « free-lance » – acteurs à part entière de l'économie transfrontalière – constituent des vecteurs indispensables de la migration : ils connaissent les routes clandestines ; ils savent qui corrompre.

Illustration 10 – Les migrations des membres du Komalah entre l'Iran et le Kurdistan d'Irak

Sources : enquêtes de terrain 2012, 2013 ; réalisation : C. Roussel, *Atlas du Kurdistan d'Irak*, 2013.

Conclusion

- 31 Classiquement, « la frontière s'oppose au mouvement » ; elle est « un objet et un symbole d'interdiction, de contrôle et de filtrage » ; pourtant elle est aussi « un objet de transgression (...) et donc de déplacements » (Coupleux, Renard & Duhamel, 2005). La région autonome kurde d'Irak, par sa situation d'espace de transit entre puissances régionales mais aussi d'espace refuge, situation dont elle cherche à tirer parti, reste assez laxiste quant au contrôle de ses frontières. Il est bien plus difficile et dangereux pour un kurde des pays voisins (Syrie, Turquie, Iran) de quitter son propre pays que d'entrer au KRG.
- 32 Les réseaux de contrebande qui mobilisent le savoir-faire des passeurs et les services d'intermédiaires fonctionnent grâce à un assemblage d'acteurs qui constituent les maillons d'une longue chaîne. A chaque étape, de l'argent s'échange. Les intérêts économiques et financiers sont partagés par chacun de ces acteurs si bien que les agents des États en charge du contrôle et les États eux-mêmes deviennent les complices de ces trafics. En Iran, la contrebande permet de compenser les sanctions économiques : des produits concernés par l'embargo viennent de Turquie et de Dubaï¹⁹. C'est le moyen de faire venir sur son territoire des produits étrangers sans modifier officiellement le cadre moral de la république islamique : une véritable soupape en quelque sorte. Enfin, maintenant que son opposition kurde a suspendu la lutte armée directe, l'Iran a probablement intérêt, par le maintien d'un haut niveau de répression interne et un contrôle lâche des sorties de ses opposants, à la cantonner de l'autre côté de sa frontière en pariant sur son affaiblissement dans le temps. Les relations anciennes

entre l'UPK et l'Iran, apparemment incompatibles avec la présence du Komalah à Suleymaniye, pourraient expliquer la mise en sourdine de l'opposition kurde iranienne.

- 33 Les revenus générés légalement ou illégalement aux frontières par le commerce constituent une pomme de discorde entre les partis kurdes, un des non-dits des relations politiques inter-kurdes. La contrebande permet à tout un pan de société kurde d'Irak de s'enrichir : commerçants mais aussi membres d'instances politiques. C'est aussi un moyen de maintenir une activité dans les zones périphériques et marginales du Kurdistan irakien. Dans de telles conditions, plusieurs types de dynamiques circulatoires transfrontalières coexistent sur cette même frontière ; des systèmes autonomes d'acteurs se sont constitués loin du contrôle du pouvoir central et ce dans des domaines parfaitement cloisonnés sans jamais interagir les uns avec les autres. Le commerce illégal est structuré en réseaux autonomes de contrebande en fonction des types de produits. De la même manière, tous les migrants clandestins ne s'appuient pas, pour traverser la frontière, sur les mêmes réseaux de passeurs, qui peuvent par exemple s'organiser en fonction de l'appartenance politique à un parti. Au final, cette multitude de réseaux autonomes les uns par rapport aux autres ont en commun le fait de devoir mobiliser des ressources collectives complexes.

BIBLIOGRAPHIE

- Bazin M., 1991. Identité ethnique et identité régionale en Iran et en Asie centrale. *R.E.M.M.M.*, n° 59-60, p. 101-115.
- Bennafla K., 2002. *Le commerce frontalier en Afrique centrale – Acteurs, espaces, pratiques*. Éditions Karthala, Paris, 368 p.
- Bozarslan H., 2009. *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*. Éditions Autrement, Paris, 172 p.
- Choplin A., Lombard J., 2010. Suivre la route. Mobilités et échanges entre Mali, Mauritanie et Sénégal. *EchoGéo*, [En ligne], n° 14, URL : <http://echogeo.revues.org>
- Coupleux S., Renard J.-P., Duhamel S., 2005. Éditorial. *Espace populations sociétés* [En ligne], 2005/2 | 2005, mis en ligne le 27 juillet 2009, URL : <http://eps.revues.org/3178>
- Cuisinier-Raynal A., 2001. La frontière au Pérou entre fronts et synapses. *L'Espace géographique*, n° 3, p. 213-229.
- Delaistre A.-F., Lafrance C., Roussel C., 2013. La frontière turco-syrienne dans la province d'Alep : l'ouverture vers un nouvel espace de circulation. In Boissière T., David J.-C. et Barout J. (dir), *Alep et la Syrie du Nord*, Presses de l'IFPO.
- Foucher M., 2007. *L'obsession des frontières*. Perrin, Paris, 249 p.
- More C., 1984. *Les Kurdes aujourd'hui. Mouvement national et partis politiques*. L'Harmattan, Paris, 310 p.

Rapper G., de Sintès P., 2006. Composer avec le risque : la frontière sud de l'Albanie entre politique des Etats et solidarités locales. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 4, p. 241-271.

Roussel C., 2013a. Le Kurdistan d'Irak : une entité en construction. *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient* (Hypotheses.org), 14 février 2013. [En ligne] <http://ifpo.hypotheses.org/4811>

Roussel C., 2013b. Le Kurdistan d'Irak, un espace de redéploiement des circuits commerciaux entre Turquie et Iran. *Cahiers d'Enam*, à paraître.

Thorez J., 2008. Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et mondialisation par le bas. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, n° 3, p. 167-189.

NOTES

1. Les migrations de travail sont multiformes dans la région. Outre des travailleurs asiatiques que l'on retrouve ici comme partout dorénavant au Moyen-Orient, on peut citer la forte présence des travailleurs turcs et kurdes de Turquie, des travailleurs kurdes iraniens et kurdes syriens dans une proportion importante en raison du conflit qui perdure en Syrie.
2. Voir par exemple, les mutations rapides qui se sont produites à la frontière turco-syrienne dans la région d'Alep-Kilis-Gaziantep lorsque les deux pays sont entrés, à partir du début des années 2000, dans une phase de rapprochement et de normalisation politique. Une décennie d'ouverture qui s'est conclue en 2011 de manière brutale avec le début du conflit en Syrie et le soutien par la Turquie d'une partie de l'opposition au régime de Damas (Delaistre, Lafrance, Roussel, 2013).
3. Nous développons cette dynamique d'autonomisation socio-spatiale dans un article qui porte sur le commerce entre l'Iran et la Turquie (Roussel, 2013b).
4. Le KRG ne bat pas monnaie et ne délivre pas de passeport propre.
5. Une bande de territoire qui court de la frontière syrienne à celle de l'Iran et qui passe par Mossoul, Kirkouk et Khanakin est, depuis 2005, en attente de rattachement entre, soit Bagdad, soit Erbil. Cette zone riche en pétrole et peuplée d'une mosaïque communautaire complexe demeure la pomme de discorde entre les deux autorités.
6. Toute une famille vit sur les revenus de l'entrepôt qui rapporte entre 300 et 500 \$ par mois (il s'agit de l'équivalent en dollar car ils sont payés en *toumans*, la monnaie iranienne) en fonction de l'activité.
7. « Quant au Kurdistan réel, ou plus exactement la partie iranienne du Kurdistan, il couvre deux provinces et demie, celle de Bâkhtarân (ex-Kermânchâhân) toute entière et la partie occidentale de l'Azerbaïdjan de l'ouest en plus du Kurdistan administratif » (Bazin, 1991, p. 106).
8. Depuis Qaladze, les réseaux de contrebande desservent toutes ces villes iraniennes sauf Mariwan et Sanandach qui reçoivent le commerce illégal depuis Penjwen et sa région.
9. Les passeurs sont ceux qui traversent physiquement la frontière avec le chargement. Ce sont eux qui prennent les plus grands risques. Leurs connaissances des routes de montagne ou bien des soldats iraniens en charge du contrôle de la frontière (car la pratique du *bakchich* est courante) constituent leurs garanties de réussite.
10. Le transport de la marchandise se fait généralement dans un seul sens, de l'Irak vers l'Iran. Très rares sont les passeurs qui reviennent avec des produits d'Iran (parfois du miel, fromage et médicaments en faible quantité).

11. Ici, à Halsho, les passeurs sont payés 300 000 *toumans* – soit 150 \$ – par mulet (en raison de 4 cartons par mulet) et par trajet.
 12. Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et Parti unioniste du Kurdistan de Jalal Talabani.
 13. Combattants autonomistes kurdes.
 14. N'ayant pas effectué leur service militaire, ils ne possèdent pas de passeport.
 15. Parti Démocratique du Kurdistan Iranien : c'est un parti laïque et socio-démocrate mais surtout d'opposition à la République islamique. Créé en 1945 à Mahabad avant le PDK d'Irak, il est membre de l'Internationale Socialiste. La popularité d'Abdoul Rahman Ghassemlou (assassiné en juillet 1989 à Vienne) fut un atout de sa renommée sur la scène médiatique internationale.
 16. Parti révolutionnaire créé en 1969 à Téhéran proche de l'idéologie maoïste à sa création. Son programme marxiste lui permit d'être à l'origine de la création du Parti Communiste d'Iran en 1983.
 17. La dénomination « camps indépendants » s'applique aux quartiers de réfugiés iraniens non contrôlés par les peshmergas du parti.
 18. Même chose pour les étudiants iraniens entrés clandestinement. Les listes sont connues des autorités iraniennes qui disposent de nombreux espions pour surveiller et identifier les réfugiés politiques et les opposants. Une fois au Kurdistan d'Irak, le retour en Iran n'est pas possible, sauf par les montagnes et toujours dans l'espoir de ne pas se faire arrêter de l'autre côté. Ceci explique que, depuis l'ouverture de frontières officielles entre Téhéran et Erbil, ce sont plutôt les membres des familles iraniennes qui, avec un passeport en bonne et due forme, viennent rendre visite au(x) membre(s) exilé(s).
 19. Une fois partis de Dubaï, ils transitent par l'Iran en toute légalité, entrent légalement en Irak et reviennent par les routes de contrebande vers l'Iran.
-

RÉSUMÉS

En périphérie de l'Iran, des espaces comme le Kurdistan d'Irak - tout comme Dubaï dont le cas est plus connu - profitent de la politique protectionniste de la république islamique et du différentiel transfrontalier pour mettre en place un commerce illégal important. La richesse alors créée a généré toute une réorganisation de l'espace frontalier. Elle a engendré aussi un ensemble de chaînes d'acteurs parfois fort complexe où intérêts économiques et politiques demeurent bien souvent entremêlés.

On the outskirts of Iran, spaces as Iraqi Kurdistan – like in Dubai where the situation is well known - benefit of the protectionist policy of the Islamic Republic and the cross-border differential to implement a significant illegal trade. The created wealth then generated a whole reorganization of the border-area. It has also created a set of chains of actors sometimes very complex, where economic and political interests often remain intertwined.

INDEX

Mots-clés : Moyen-Orient, Kurdistan, Irak, Iran, circulation, contrebande, frontière

Thèmes : Sur le Champ - Sur le Terrain

AUTEUR

CYRIL ROUSSEL

Cyril Roussel, cyril.roussel@netcourrier.com, est géographe, chercheur à l'Ifpo d'Amman. Il a publié récemment :

- Roussel C., 2013. Jeramana (Syrie). De la fragmentation urbaine à la ligne de front. Villes arabes : conflits et protestations, Confluences Méditerranée, n° 85, L'Harmattan, p. 115-128.
- Roussel C., 2012. La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours. La crise syrienne, Maghreb-Machrek, n° 213, p. 83-98. http://choiseul-editions.com/Num_Revues.php?idNum=258&pg_aff=0&artParPage=6
- Roussel C., 2011. Les Druzes de Syrie. Territoire et mobilité. Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 263 p. Edition en ligne : <http://ifpo.revues.org/1860>